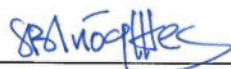


EN FOI DE QUOI, les modalités énoncées ci-dessus et celles figurant dans les pièces en annexes constituent l'Accord portant agrément des deux parties. Les soussignés mandataires des parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé et daté deux originaux du présent Accord, chaque page étant paraphée, au lieu et à la date inscrits ci-dessous.

Pour CHRISTIAN AID

Signature : 

Nom: **Bila Isia Inogwabini**

Qualité : **Country Manager**

Lieu : **Kinshasa**

Date : 29 Jan 2016

Pour le PNUD :

Signature : 

Nom: **Alfredo Teixeira**

Qualité : **DPA/P**

Lieu : **Kinshasa**

Date : 10/2/16



ACCORD RELATIF AU PROJET DE COOPÉRATION

Entre

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Et

CHRISTIAN AID (ONG)

Titre du projet : Appui d'urgence à la sécurité alimentaire de déplacés et communautés d'accueil dans le Territoire de Kabambare en Province du Maniema.

Contrat Référence : DRC-15/MAN/FOO/2/CAID/0814

Considérant que (le Programme des Nations Unies pour le Développement ("PNUD") d'une part et **CHRISTIAN AID** (L'ONG") d'autre part partagent, conformément à leurs mandats respectifs, un désir commun de conduire une action humanitaire basée sur les besoins des populations et entraînant le recouvrement communautaire, la sécurité humaine et le développement humain durable ;

Considérant que le PNUD s'est vu confier par ses bailleurs, en particulier à travers le Pooled Fund de la République Démocratique du Congo (RDC), certaines ressources pouvant être allouées à des programmes ou projets et qu'il a la responsabilité de rendre compte auprès des bailleurs et du Conseil d'administration de la gestion appropriée de ces fonds et peut, conformément aux règlements financiers et aux règles du PNUD, mettre de telles ressources à disposition en vue d'une coopération sous forme de projet ;

Considérant que l'ONG, Organisation apolitique et à but non lucratif, dont le statut est conforme au Droit national des Etats Unis d'Amérique et aux règles et règlements en vigueur en RDC, s'est engagée aux principes de l'action humanitaire basée sur les besoins des populations, en vue de promouvoir le recouvrement communautaire et la poursuite de la sécurité humaine dans le règlement des conflits et, a fait preuve de la capacité nécessaire aux activités concernées, conformément aux exigences de gestion du PNUD.

Considérant que l'ONG et le PNUD conviennent que les activités doivent être entreprises sans discrimination, directe ou indirecte, due à la race, à l'éthnie, à la religion ou à des croyances religieuses ou philosophiques, à la nationalité ou à des convictions politiques, au sexe, au handicap ou à toute autre circonstance ;

Par conséquent, s'appuyant sur la confiance mutuelle et l'esprit de coopération l'ONG et le PNUD ont conclu le présent Accord.

Article I. Définitions

En vue du présent Accord, les définitions suivantes s'appliquent :

- a) Par "Parties", on entend l'ONG et le PNUD ;
- b) Par "PNUD", on entend le Programme des Nations Unies pour le développement, organe subsidiaire des Nations Unies, établi par l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- c) Par "ONG", on entend «**CHRISTIAN AID**», une organisation non gouvernementale établie en RDC et dont le statut est reconnu comme tel, en vertu des lois de la RDC dans le domaine d'appui et intervention humanitaires ;
- d) (Par "Accord" ou "le présent Accord", on entend le présent Accord de projet de coopération, et ses annexes dont le document du projet qui comprend les objectifs et activités du projet, le plan de travail du projet, les contributions au projet apportées par les ressources du PNUD et le budget du projet de même que tous les autres documents convenus entre les Parties inhérents au présent Accord ;



- e) Par "Projet", on entend les activités telles qu'elles sont présentées dans le document du projet ;
- f) Par "Gouvernement", on entend le gouvernement de République Démocratique du Congo ;
- g) Par "Représentant Résident du PNUD", on entend le fonctionnaire du PNUD chargé du bureau du PNUD dans le pays ou la personne agissant pour son compte ;
- h) Par "Directeur de projet", on entend la personne nommée par l'ONG, en consultation avec le PNUD et avec l'approbation de l'organe gouvernemental de coordination, qui représente le coordonnateur général du projet et la responsabilité de tous les aspects qui s'y rapportent ;
- i) Par "dépenses", on entend la somme des décaissements effectués et des encours des engagements valables encourus en termes de biens et services rendus ;
- j) Par "avances", on entend un transfert d'actifs, comprenant un paiement en espèces ou un transfert de fournitures dont la comptabilité doit être présentée plus tard par l'ONG, selon l'Accord conclu par les Parties ;
- k) Par "revenu", on entend l'intérêt sur les fonds du projet et toutes les recettes provenant de l'utilisation ou de la vente de capitaux fixes et de biens achetés avec les fonds fournis par le PNUD ou de recettes générées par les résultats du projet ;
- l) Par "force majeure", on entend les catastrophes naturelles, guerre (déclarée ou non), invasion, révolution, insurrection ou autres actes de nature ou de force similaire ;
- m) Par "plan de travail du projet", on entend un calendrier des activités, accompagné des délais et responsabilités correspondantes, basé sur le descriptif du projet, jugé nécessaire à la réalisation des résultats du projet, établi suite à l'approbation du projet et révisé annuellement.

Article II. Objectif et Champ d'application du Présent Accord

1. Le présent Accord expose les conditions générales de coopération entre les Parties et les obligations y afférentes pour tous les aspects de réalisation des objectifs du projet présentés dans le descriptif du projet (annexe du présent Accord).
2. Les Parties acceptent d'unir leurs efforts et de maintenir d'étroites relations de travail afin de réaliser les objectifs du projet.

Article III. Durée de l'Accord relatif au Projet

1. Le présent Accord doit entrer en vigueur le « 15 décembre 2015 » et prendra fin le « 14 mars 2016 ». Le projet doit commencer et s'achever conformément au calendrier ou programme établi dans le descriptif du projet.
2. S'il paraît évident à l'une des Parties au cours de la mise en œuvre du projet qu'une prolongation au-delà de la date précisée au paragraphe 1 ci-dessus s'avèrera nécessaire pour accomplir les objectifs du projet, la Partie la plus diligente est tenue d'en informer l'autre Partie en vue de délibérer et de convenir d'une nouvelle date d'achèvement. Une fois la date d'achèvement convenue, les Parties doivent établir un amendement à cet effet conformément à l'article XVIII ci-dessous.

Article IV. Responsabilités générales des Parties

1. Les Parties acceptent d'assumer leurs propres responsabilités conformément aux dispositions du présent Accord et d'exécuter le projet conformément aux politiques et procédures du PNUD présentées dans le Manuel de programmation du PNUD et inhérentes au présent Accord.

801-

2. Chaque partie déterminera et communiquera à l'autre Partie la personne (ou l'unité) ayant, pour son compte, l'autorité et la responsabilité suprême sur le projet. Le directeur de projet doit être nommé par l'ONG, après consultation avec le PNUD.
3. Les Parties doivent se tenir informées de toutes les activités relatives au projet et doivent se consulter une fois tous les trois mois ou si des circonstances se produisent dans le pays qui peuvent avoir des répercussions sur une des deux parties ou influencer l'accomplissement des objectifs du projet, en vue d'examiner le plan de travail et le budget du projet.
4. Les Parties doivent coopérer pour obtenir les licences et permis requis par les lois nationales dans la mesure où ils sont adaptés et nécessaires à l'accomplissement des objectifs du projet. Les parties doivent également coopérer pour la préparation des rapports, déclarations ou communications requis par la loi nationale.
5. L'ONG ne peut utiliser le nom et l'emblème des Nations Unies ou du PNUD qu'en relation directe avec le Projet et sous réserve du consentement écrit et préalable du Représentant Résident du PNUD en République Démocratique du Congo.
6. Le directeur de projet est chargé des contacts quotidiens avec les autorités nationales concernées et le PNUD au sujet des questions opérationnelles au cours de la mise en œuvre du Projet. Le Représentant Résident du PNUD agit en tant que principal canal de communication avec l'autorité gouvernementale de coordination à propos des activités comprises dans le présent Accord de coopération sauf accord contraire entre les Parties et le Gouvernement.
7. Le Représentant Résident du PNUD facilitera l'accès à l'information, aux services consultatifs, à l'appui technique et professionnel du PNUD et aidera l'ONG à accéder aux services consultatifs d'autres organismes des Nations Unies en cas de besoin.
8. Les Parties doivent coopérer dans toutes les activités de relations publiques et de publicité lorsque le Représentant Résident du PNUD les juge appropriées et utiles.

Article V. Exigences relatives au Personnel

1. L'ONG sera entièrement responsable de tous les services exécutés par son personnel, agents, employés ou contractants (ci-après désignés "Personnel").
2. Le Personnel de l'ONG ne sera en aucune façon considéré comme étant des employés ou agents du PNUD. L'ONG doit s'assurer que toutes les lois nationales du droit du travail concernées sont respectées.
3. Le PNUD décline toute responsabilité en ce qui concerne les plaintes résultant des activités mises en œuvre en vertu du présent Accord en cas de décès, lésions corporelles, invalidité, dommages matériels ou autres risques que le personnel de l'ONG pourrait subir des suites de leur travail lié au projet. Il est entendu que l'ONG se charge des assurances vie et maladie adaptées pour le personnel de l'ONG de même que l'assurance couvrant la maladie professionnelle, blessure, invalidité ou décès.
4. L'ONG demeure également seule responsable pour couvrir toute réclamation de tiers résultant de décès, blessures ou dommages matériels découlant des activités mises en œuvre dans le cadre du présent Accord.
5. L'ONG doit veiller à ce que le personnel réponde aux critères les plus élevés de qualification et de compétence technique et professionnelle nécessaires à l'accomplissement des objectifs du projet et que les décisions relatives à l'emploi se rapportant au projet ne fassent pas l'objet de discrimination de race, religion ou croyance, ethnicité ou origine nationale, sexe, handicap ou autres facteurs similaires. L'ONG doit veiller à ce que le personnel ne soit pas soumis à des conflits d'intérêt par rapport aux activités du projet.

881-

Article VI. Termes et Obligations du Personnel

L'ONG s'engage à être liée par les termes et obligations spécifiées ci-dessous et doit par conséquent veiller à ce que le personnel exécutant les activités rattachées au projet en vertu du présent Accord respecte ces obligations :

- a) Le personnel doit être pris en charge directement par l'ONG. L'ONG fonctionnera et mettra en œuvre le projet conformément aux conseils et orientations du PNUD.
- b) En plus du sous paragraphe (a) ci-dessus, il ne doit pas demander ou accepter d'instructions relatives aux activités en vertu du présent Accord transmises par tout gouvernement autre que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo ou autre autorité externe au PNUD.
- c) Il devra s'abstenir de toute conduite qui pourrait avoir un effet défavorable sur les Nations Unies et ne pas s'engager dans une quelconque activité incompatible avec les buts et objectifs des Nations Unies ou le mandat du PNUD.
- d) Le personnel doit être soumis aux exigences soulignées dans le document « politique de communication d'information publique du PNUD », l'information considérée comme confidentielle, ne doit pas être utilisée sans l'autorisation du PNUD. Dans tous les cas, de telles informations ne doivent pas être utilisées à des fins individuelles. Le directeur de projet peut communiquer avec les médias concernant les méthodes et procédures scientifiques utilisées par l'ONG ; l'autorisation du PNUD est toutefois requise pour l'utilisation du nom du PNUD en conjonction avec les activités du projet conformément à l'article IV, paragraphe 5 ci-dessus. Cette obligation ne prend pas fin après l'achèvement du présent Accord sauf accord contraire entre les Parties.

Article VII. Fournitures, Véhicules et Achats

1. Le PNUD apportera au projet les ressources indiquées dans la section budget du document de projet.
2. Les parties conviennent que les équipements, matériel non consommable et toute autre propriété fournis ou financés par le PNUD constituent, **DES LEUR ACQUISITION et dans la mesure où leur usage demeure conforme aux affectations assignées dans le document de projet**, la propriété de l'ONG. L'ONG soumettra au PNUD un plan d'achat qui fait partie du document de projet. Toute modification au plan d'achat initial sera portée à la connaissance du PNUD. Le PNUD se réserve le droit de ne pas accepter les modifications qu'il jugerait non nécessaires.
3. L'ONG procédera au marquage des fournitures, équipements et matériel qu'elle fournit ou acquis avec le financement du PNUD afin d'identifier leur provenance.
4. En cas de dommage, vol ou autres pertes de véhicules et autre propriété mise à la disposition de l'ONG, cette dernière doit soumettre un rapport complet, rapport de police si approprié et toute autre preuve apportant des détails précis des événements ayant entraîné cette perte de propriété.
5. Dans ses procédures d'acquisition de biens, services et autres exigences dont les fonds sont mis à disposition par le PNUD comme prévu dans le budget du projet, l'ONG doit s'assurer, lorsqu'elle passe une commande ou accepte des contrats de respecter les principes de qualité élevée, économie et efficacité et que le placement de tels ordres soit basé sur l'évaluation de devis, offres ou propositions compétitifs sauf accord contraire du PNUD.
6. Le PNUD fera tout ce qui est en son pouvoir pour assister l'ONG lors du passage des équipements et fournitures en douane aux points d'entrée dans le pays où les activités du projet sont prévues.
7. L'ONG enregistrera avec précision les équipements, fournitures et autres propriétés acquises avec les fonds du PNUD et fera l'inventaire physique régulièrement. L'ONG doit remettre un inventaire de ces équipements, propriétés, matériel non consommable et fournitures au PNUD à la clôture du projet et sous la forme souhaitée par le PNUD.

SBA -

Article VIII. Dispositions Financières et Opérationnelles

1. Conformément au budget du projet et sous réserve du décaissement effectif dudit montant par les bailleurs de fonds, le PNUD s'engage à allouer et à mettre des fonds à la disposition de l'ONG pour le montant maximal de **700.000 USD** suivant les modalités et conditions ci-après :

- Les jalons de paiement seront déterminés en fonction du plan de travail et de la prévision trimestrielle des dépenses agréées de commun accord entre les deux parties lors de la signature du présent accord et annexés au présent Accord.
- Le premier versement de **520.163 USD** sera avancé à l'ONG dans les 10 jours ouvrables après la signature du présent Accord.
- Tout paiement des jalons ou versements subséquents seront avancés à l'ONG sur production et transmission d'un rapport financier (FACE), validé par le PNUD attestant un taux d'absorption d'au moins 80% du déboursement précédent et soumission de la documentation convenue, en référencée à l'Article X ci-dessous, attestant une gestion et une utilisation satisfaisante des ressources du PNUD. Dans tous les cas, la totalité des fonds avancés pour le trimestre devra être justifiée dans les six mois qui suivent le décaissement.

Sans préjudice des dispositions susmentionnées, pour les projets dont la durée est supérieure à 12 mois au moment de la signature du présent accord, le versement des tranches subséquentes de la deuxième année sera conditionné par :

- la disponibilité des fonds et leur décaissement effectif par les bailleurs.
- la bonne mise en œuvre des activités par le partenaire dans la première phase d'une année.
- la réévaluation de la pertinence de l'intervention à la fin de la première année.

2. L'ONG accepte d'utiliser les fonds et toutes fournitures et équipement fournis par le PNUD en se conformant strictement au document de projet. L'ONG doit être autorisée à faire des changements ne dépassant pas 20 pour cent pour chaque poste du budget du projet dans la mesure où le budget total alloué par le PNUD n'est pas dépassé. L'ONG doit notifier le PNUD de toute variation prévue à l'occasion des consultations trimestrielles exposées au paragraphe 3 de l'Article IV ci-dessus. Toute variation de plus de 20 pour cent de tout poste qui pourrait être nécessaire à la bonne et fructueuse mise en œuvre du projet sera soumise aux consultations préalables avec le PNUD et à l'approbation de ce dernier.

3. Tous fonds restant doivent être restitués dans les deux mois suivant la résiliation du présent Accord ou l'achèvement du Projet.

4. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ainsi que de l'article X, f relatif à la durée de soumission des rapports et autres documents de clôture de projet, les Parties reconnaissent à l'ONG en cas d'achèvement régulier du projet suivant les termes contractuels un délai d'un mois maximum pour liquider tous les encours ou engagements et paiements non liquidés avant l'achèvement du projet. Ce délai prend effet à l'achèvement.

5. Le PNUD ne sera pas responsable du paiement de toutes dépenses, frais, péages ou tout autre frais financier non mentionnés dans le plan de travail du projet ou le budget du projet sauf accord explicite écrit du PNUD avant que l'ONG ne procède à la dépense.

6. L'ONG s'engage à tout mettre en œuvre pour s'assurer que les fonds reçus du PNUD dans le cadre du présent accord ne soient utilisés pour soutenir des individus ou des groupes terroristes et que les destinataires de toute somme versée par le PNUD, en vertu des présentes ne figurent sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267/ListEng.htm>. La présente disposition doit être incluse dans tous les contrats ou accords de sous-traitance conclus dans le cadre du présent accord.

7. L'ONG travaillera sous la coordination générale de l'Unité de Financements Humanitaires qui assure un suivi des activités du projet. L'ONG a la responsabilité de la gestion et de l'exécution des activités dudit projet sur le terrain et suivra les procédures administratives du PNUD dans le cadre de la politique « Modalité d'exécution par les ONG ». Le PNUD n'est pas garant de l'assurance qualité des résultats du projet.

Sbr

Article IX. Gestion De l'Information

1. L'ONG doit conserver les informations et documents précis et régulièrement mis à jour sur les dépenses réalisées en engageant les fonds mis à disposition par le PNUD pour veiller à ce que toutes les dépenses soient conformes aux dispositions du plan de travail du projet et du budget du projet. Pour chaque décaissement, les justificatifs appropriés doivent être conservés, y compris les factures d'origine, notes et reçus se rapportant à la transaction. Tout revenu, conformément à la définition du paragraphe 1 (k) de l'Article premier ci-dessus, émanant de la gestion du projet doit être signalé au PNUD. Le revenu doit figurer dans un budget de projet et dans un plan de travail révisé et, être enregistré en tant que recette échue au PNUD, sauf accord contraire entre les Parties.
2. Après l'achèvement du projet/la fin de l'Accord, l'ONG tiendra les informations à jour pendant au moins quatre ans sauf accord contraire entre les Parties.

Article X. Exigences en matière de Rapport

1. L'ONG doit remettre au PNUD des rapports périodiques relatifs à l'avancement des activités, les réalisations et les résultats du projet, comme convenu entre les Parties tous les trois mois.
2. Le rapport financier prendra la forme du FACE et sera trimestriel :
 - a) L'ONG établit un FACE et le soumet au Représentant Résident du PNUD pas plus tard que 30 jours après la fin de chaque trimestre;
 - b) L'objet du FACE est de demander l'avance trimestrielle des fonds, de dresser la liste des décaissements encourus pour le projet par composante budgétaire sur une base trimestrielle et de rapprocher les avances non réglées et la perte ou le gain sur le change au cours du trimestre ;
 - c) Le FACE a été conçu pour rendre compte des transactions d'un projet par méthode de comptabilité de caisse et non sur la base de la comptabilité d'exercice. Pour cette raison, les encours ou engagements non liquidés ne devraient pas être reportés au PNUD, contrairement aux décaissements effectués par l'ONG qui doivent eux figurer dans le FACE. Cependant, l'ONG fournira une indication lors de la soumission des rapports concernant le niveau des encours ou engagements non liquidés, à des fins budgétaires.
 - d) Le FACE contient des informations qui constituent la base d'un examen financier périodique et sa soumission en temps utile est indispensable au financement continu du projet. S'il ne reçoit pas le rapport financier, le Représentant Résident du PNUD ne répondra pas aux demandes d'avances de fonds adressées au PNUD ;
 - e) Tout remboursement perçu par une ONG de la part d'un fournisseur doit apparaître sur le FACE comme réduction des décaissements relatifs à la composante du budget à laquelle elle se rapporte.
 - f) Dans les deux mois suivant la fin du projet ou l'achèvement du présent Accord, l'ONG doit soumettre au PNUD les documents suivants :
 - La lettre de clôture du projet pour informer de manière officielle le Représentant Résident du PNUD de la fin des activités du projet;
 - Le rapport financier final (FACE) du projet ;
 - Le rapport narratif final du projet ;
 - La liste d'inventaire des équipements du projet.

Tous ces documents devront être dûment signés par votre ONG avant la transmission au PNUD.

3. Le PNUD se réserve le droit de demander au Partenaire, outre les rapports mentionnés ci-avant et chaque fois que nécessaire, d'autres rapports financiers.
4. Le PNUD, en tant qu'Agent de Gestion du Pooled Fund, se réserve le droit de bloquer le déboursement des fonds sur le présent projet si votre ONG n'a pas soumis tous les documents de clôture cités ci-dessus pour des projets précédemment financés.

SBA

Article XI. Exigences en matière d'audit

1. Le partenaire (ONG) sera soumis à un audit et à des contrôles financiers périodiques conformément aux plans d'audit et de contrôles financiers établis par le Bureau du PNUD. L'audit sera effectué directement par le PNUD ou par un cabinet d'audit sélectionné par le PNUD qui produira un rapport d'audit et certifiera les états financiers du Partenaire. Il reste toutefois entendu que le PNUD effectuera autant que de besoin et par ses vérificateurs des contrôles financiers périodiques auprès du partenaire.

Il pourra à cet effet faire auditer ou examiner les livres et écritures se rapportant au projet tout comme exiger, s'il échet, d'avoir accès aux livres et écritures de l'ONG.

2. Le PNUD pourra demander à l'ONG de soumettre au Représentant résident du PNUD copie de ses états financiers annuels certifiés, mettant si possible en évidence les fonds avancés par le PNUD.

Article XII. Responsabilité en matière de Réclamations

1. L'ONG indemnifiera et se prémunira contre tout dommage et défendra à sa propre charge le PNUD, ses fonctionnaires et prestataires de services pour le PNUD de et contre toutes actions en justice, réclamations, revendications et responsabilité de toute nature, y compris leur coût et frais résultant des actes ou omissions de l'ONG, de ses employés ou personnes engagées pour la gestion du présent Accord et le projet.

2. L'ONG sera responsable et se chargera de toutes réclamations introduites à son encontre par son personnel, ses employés, agents ou sous-traitants.

Article XIII. Normes de Conduite

1. Le partenaire s'engage et garantit qu'il n'a pas et ne peut pas offrir un quelconque avantage direct ou indirect découlant de ou lié à l'exécution du présent Accord, ou de son attribution, à tout représentant, fonctionnaire, employé ou un autre agent du PNUD. Il s'engage, pour ce faire, à informer le PNUD de tout cas de fraude ou de corruption qui implique son propre personnel, ses sous-traitants ou collaborateurs, des tiers ou le personnel du PNUD et à se conformer à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.

2. Il s'engage en outre, durant l'exécution du présent Accord, à se conformer (lui-même, son personnel et sous-traitants) aux normes de conduite énoncées dans la circulaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies référencée **ST/SGB/2002/9** du 18 Juin 2002, intitulée «Règlement régissant le statut et les droits et obligations élémentaires des personnes ou personnalités au service de l'ONU autres que les fonctionnaires du Secrétariat, et des experts en mission» et **ST/SGB / 2006/15** du 26 Décembre 2006 sur "les restrictions postérieures à l'emploi".

3. Il s'engage par ailleurs à respecter et à être soumis notamment :

- au Code de conduite des Nations Unies relatif aux fournisseurs (The UN Supplier Code of Conduct);
- à la Politique du PNUD sur la fraude et autres pratiques de corruption ["PNUD politique anti-fraude"] (UNDP Policy on Fraud and other Corrupt Practices - "UNDP Anti-fraud Policy") ;
- aux lignes directrices du Bureau d'Audit & Investigations du PNUD en matière d'enquête, audit et des investigations et à l'audit dudit Bureau (UNDP Office of Audit and Investigations (OAI) Investigation Guidelines);
- aux politiques et directives du PNUD sur les sanctions fournisseurs (UNDP Vendor Sanctions Policy); et
- à Toutes les consignes de sécurité émises par le PNUD-(All security directives issued by UNDP).

4 Le partenaire reconnaît qu'il a lu et est familier avec les exigences des documents ci-dessus qui sont disponibles en ligne à www.undp.org ou à <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/achats/entreprise/>.

SRA -

En faisant une telle reconnaissance, l'entrepreneur déclare et garantit qu'il est en conformité avec les exigences de ce qui précède, et restera dans le respect tout au long de la durée du présent contrat.

5 Il reconnaît ainsi que le non-respect des dispositions susmentionnées constitue un manquement aux conditions essentielles du présent Accord et, en sus de tout droit ou recours légal dont dispose le PNUD, un motif de résiliation des présentes. Aucun élément du présent Accord ne doit limiter le droit du PNUD de conduire les audits et/ou investigations et de porter tout manquement présumé des normes de conduite précitées devant les autorités nationales compétentes afin d'entamer des poursuites appropriées.

Article XIV. Emploi d'enfants

1. Le partenaire déclare et garantit que ni lui ni aucun de ses sous-traitants ou fournisseurs ne se livrent à des pratiques quelconques qui seraient incompatibles avec les droits énoncés dans la Convention sur les droits de l'enfant, notamment dans son article 32 qui exige notamment que les enfants ne soient astreints à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

2. Toute infraction à cette déclaration et garantie autorisera le PNUD à résilier immédiatement le présent accord sur notification communiquée au partenaire, sans engagement de responsabilité du PNUD sous forme de frais de résiliation ni d'aucune autre sorte de responsabilité.

Article XV. Interruption Et Résiliation Anticipée

1. Les parties reconnaissent que l'achèvement et la réalisation réussies des objectifs d'une activité de coopération technique sont de la plus haute importance et que le PNUD peut trouver nécessaire de mettre fin au projet ou de modifier les arrangements en matière de gestion d'un projet, dans le cas où des circonstances compromettraient l'achèvement ou la réalisation des objectifs du projet. Les dispositions du présent Accord doivent s'appliquer à toute situation de ce type.

2. Le PNUD consultera l'ONG si des circonstances se présentent qui, d'après le PNUD, interfèrent ou menacent d'interférer avec l'achèvement réussi du projet ou la réalisation de ses objectifs. L'ONG doit rapidement informer le PNUD de toute circonstance dont elle pourrait avoir connaissance. Les Parties doivent coopérer en vue de rectifier ou d'éliminer les circonstances en question et faire tous les efforts possibles à cette fin, y compris des démarches rectificatives rapides effectuées par l'ONG lorsque ces circonstances lui sont imputables ou relèvent de sa responsabilité ou de son autorité. Les Parties doivent également collaborer au sujet de l'évaluation des conséquences d'une résiliation possible du projet pour les bénéficiaires dudit projet.

3. À partir du moment où la circonstance en question a lieu, le PNUD peut à tout instant et suite à des consultations appropriées, suspendre le projet sur avis écrit à l'ONG sans préjudice d'initiation ou de reprise des mesures prévues au paragraphe 2 ci-dessus du présent Article. Le PNUD peut indiquer à l'ONG les conditions sous lesquelles il est prêt à autoriser la reprise de la gestion du projet.

4. Si la cause de suspension n'est pas rectifiée ou éliminée dans les 14 jours suivant l'avis de suspension du PNUD à l'ONG, le PNUD peut par la suite et à tout moment par avis écrit si la cause se poursuit : (a) mettre fin au projet ; ou (b) mettre fin à la gestion du projet par l'ONG et confier sa gestion à une autre institution. La date de résiliation effective en vertu des dispositions du présent paragraphe doit être spécifiée par avis écrit par le PNUD.

5. Compte tenu du paragraphe 4 (b) ci-dessus du présent Article, l'ONG peut dénoncer le présent Accord si une condition survient qui empêche l'ONG de s'acquitter efficacement de ses responsabilités en vertu du présent Accord en soumettant au PNUD un avis écrit de son intention de dénoncer le présent Accord au moins 30 jours avant la date effective de dénonciation si le projet dure jusqu'à six mois et au moins 60 jours avant si le projet dure six mois ou plus.

SPN-

6. L'ONG peut dénoncer le présent Accord seulement en vertu du point 5 ci-dessus du présent Article après que des consultations entre l'ONG et le PNUD aient eu lieu, en vue d'éliminer l'obstacle, et accordera toute la considération due aux propositions faites par le PNUD à cet égard.

7. À la réception d'un avis de résiliation de la part d'une des Parties en vertu du présent Article, les Parties doivent prendre des mesures immédiates pour mettre fin rapidement aux activités d'une manière prompte et ordonnée afin de minimiser les pertes et dépenses supplémentaires. L'ONG ne devra prendre aucun engagement et restituera au PNUD dans les 30 jours qui suivent tous les fonds non dépensés, fournitures et autres propriétés fournies par le PNUD sauf décision contraire du PNUD par écrit.

8. En cas de résiliation de la part d'une des Parties en vertu du présent Article, le PNUD doit rembourser l'ONG uniquement pour les coûts encourus pour la gestion du projet conformément aux termes précis du présent Accord. Les remboursements de l'ONG en vertu de cette disposition, ajoutés aux montants qui lui ont déjà été versés par le PNUD pour ce projet, ne doivent pas excéder l'allocation totale du PNUD pour ce projet.

9. En cas de transfert des responsabilités de l'ONG pour la gestion d'un projet à une autre institution, l'ONG doit coopérer avec le PNUD et l'autre institution en vue du transfert méthodique de ces responsabilités.

Article XVI. Force Majeure

1. En cas de force majeure et aussitôt que celui-ci se présente, en vertu du paragraphe 1 de l'Article premier ci-dessus, la Partie affectée par le cas de force majeure doit en informer l'autre partie et tous les renseignements s'y rapportant par écrit si la Partie affectée est alors en incapacité, totale ou partielle, de s'acquitter de ses obligations ou de ses responsabilités en vertu du présent Accord. Les Parties doivent se consulter au sujet de l'action adaptée à prendre, qui pourrait comprendre l'interruption du présent Accord par le PNUD conformément au paragraphe 3 de l'Article XIII ci-dessus ou à la dénonciation de l'Accord, l'une des Parties faisant part à l'autre de ladite dénonciation au moins sept jours à l'avance.

2. Si le présent Accord est résilié pour cause de force majeure, les dispositions des paragraphes 8 et 9 de l'Article XIV ci-dessus restent d'application.

Article XVII. Arbitrage

1. Les Parties s'efforceront de trouver un règlement à l'amiable par des négociations directes en cas de litige, controverse ou réclamation émanant du présent Accord ou s'y rapportant, y compris le non-respect ou la dénonciation de l'Accord. Si ces négociations échouent, l'affaire sera tranchée par voie d'arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies sur le droit Commercial International.

2. Les parties seront liées par la sentence arbitrale qui sera rendue conformément à l'arbitrage comme décision finale concernant le litige, controverse ou réclamation en question.

Article XVIII. Privilèges et Immunités

Aucune disposition du présent Accord ni en rapport avec celui-ci ne saurait être interprétée comme une renonciation implicite ou explicite des Privilèges et Immunités des Nations Unies et y compris du PNUD.

Article XIX. Modifications

Le présent Accord ou son annexe ne peut être modifié et amendé que par convention écrite entre les Parties.

801-

Avenant n°1
à l'accord de coopération entre le PNUD et l'ONG CHRISTIAN AID
DRC-15/MAN/FOO/2/CAID/0814

ENTRE LE PNUD :

Le Programme des Nations Unies pour le Développement « PNUD », représenté par Madame Priya Gajraj, Directrice Pays, domicilié sur Boulevard du 30 juin, Immeuble Losonia dans la Commune de la Gombe, d'une part ;

ET

L'ONG CHRISTIAN AID, dont le siège est situé à Kinshasa, République Démocratique du Congo, d'autre part.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

Les parties ont conclu, en date du 10 février 2016, un Accord de coopération au titre de l'« *Appui d'urgence à la sécurité alimentaire de déplacés et communautés d'accueil dans le Territoire de Kabambare en Province du Maniema* », pour une période de trois (3) mois, échéant le 14 mars 2016.

Par le présent avenant, les parties conviennent de prolonger, **aux mêmes conditions**, l'accord susmentionné pour une période de un (01) mois sans coûts supplémentaires, allant du 15 mars 2016 au 14 avril 2016 suite au ralentissement des activités consécutif aux défis logistique et sécuritaire dans la zone d'intervention, à savoir :

- i. *Défi logistique : l'effondrement du pont Kimbi le 02.02.2016 et le délai lié aux travaux de reconstruction subséquents ;*
- ii. *Défi sécuritaire : au moins quatre incidents enregistrés dans la zone avec comme cibles les acteurs humanitaires et opérateurs économiques dans la zone.*

EN FOI DE QUOI IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. L'Accord de coopération au titre de projet **DRC-15/MAN/FOO/2/CAID/0814** relatif à l'« *Appui d'urgence à la sécurité alimentaire de déplacés et communautés d'accueil dans le Territoire de Kabambare en Province du Maniema* », est prolongé de **un (01) mois, soit du 15 mars 2016 au 14 avril 2016 ;**
2. Toutes les autres dispositions de l'Accord de coopération non concernées par le présent avenant demeurent **inchangées et applicables.**

Kinshasa, le 10 mars 2016

Pour le PNUD,

Alfredo Teixeira

Directeur Pays Adjoint/P



112e